



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
C8 60055
92066 Paris La Défense Cedex



RSM Paris
Membre du réseau RSM
International
26, rue Cambacérés,
75008 Paris
France

ITM Entreprises S.A.S.

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022
ITM Entreprises S.A.S.
24 rue Auguste Chabrières 75015 PARIS



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
C8 60055
92066 Paris La Défense Cedex



RSM Paris
Membre du réseau RSM
International
26, rue Cambacérés,
75008 Paris
France

ITM Entreprises S.A.S.

24 rue auguste Chabrières 75015 Paris

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

À l'attention de l'associé unique de la société ITM Entreprises S.A.S.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société ITM Entreprises S.A.S. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment pour ce qui concerne :

- Les titres de participation, dont le montant net figurant au bilan au 31 décembre 2022 s'établit à 2 277 413 milliers euros, sont évalués à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'entrée et dépréciés selon les modalités décrites dans le paragraphe " 4. Immobilisations financières " de la note " 2 : Principes et méthodes comptables " de l'annexe.
Nous avons examiné les procédures en vigueur dans votre société pour leur recensement, leur évaluation et leur traduction comptable dans des conditions satisfaisantes. Nos travaux ont également consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations et à examiner leur procédure d'approbation par la direction.
- Votre société constitue des provisions pour couvrir les risques relatifs aux litiges, tels que décrits dans la note " 7. Provisions " de la note " 2 : Principes et méthodes comptables " de l'annexe. Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir les calculs effectués par la société et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Defense, le 25 avril 2023

KPMG SA

Jean-Charles Simon
Associé

Paris, le 25 avril 2023

RSM Paris



Paul-Evariste Vaillant
Associé

ITM ENTREPRISES
Comptes annuels au 31/12/2022



Table des matières

Table des matières.....	2
Bilan actif.....	3
Bilan passif.....	4
Compte de résultat.....	5
Compte de résultat (suite)	6
Note 1 : Faits marquants et événements postérieurs à la clôture	8
Note 2 : Principes et méthodes comptables.....	9
1. Principes généraux.....	9
2. Immobilisations incorporelles	10
3. Immobilisations corporelles	11
4. Immobilisations financières	13
5. Clients et comptes rattachés	14
6. Trésorerie.....	14
7. Provisions	15
8. Fiscalité.....	15
9. Engagements hors bilan.....	15
10. Autres informations	18
Note 3 : Notes sur le bilan	19
1. Immobilisations incorporelles	19
2. Immobilisations corporelles	20
3. Immobilisations financières	21
4. Actif circulant.....	22
5. Trésorerie.....	23
6. Charges constatées d'avance	23
7. Capitaux propres	23
8. Provisions	24
9. Dettes.....	25
Note 4 : Notes sur le compte de résultat.....	27
1. Résultat d'exploitation	27
2. Résultat financier	28
3. Résultat exceptionnel	29
4. Fiscalité.....	30
Note 5 : Autres informations	31
1. Effectif.....	31
2. Honoraires des commissaires aux comptes	31
3. Rémunération des dirigeants.....	31
4. Transactions effectuées avec les parties liées.....	31
5. Engagements hors bilan.....	31

Bilan actif

Les montants sont exprimés en milliers d'euros

BILAN-ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)				
Frais d'établissement				
Frais de développement	13	13		
Concessions, brevets et droits similaires	68 462	49 042	19 420	19 144
Fonds commercial	46		46	46
Autres immobilisations incorporelles	237 120	229 305	7 814	7 009
Avances sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles	305 640	278 360	27 280	26 199
Terrains	4 138		4 138	4 138
Constructions	113 684	84 818	28 866	30 547
Installations techniques, matériel	432	204	228	246
Autres immobilisations corporelles	5 815	2 705	3 110	2 754
Immobilisations en cours	417		417	449
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles	124 486	87 727	36 759	38 133
Autres participations	2 753 806	476 393	2 277 413	2 278 117
Créances rattachées à des participations	3 163 941	678 741	2 485 200	2 327 788
Autres titres immobilisés	17 562	2 554	15 007	14 286
Prêts				95
Autres immobilisations financières	55 548	170	55 378	16 419
TOTAL immobilisations financières	5 990 857	1 157 858	4 832 999	4 636 705
Total Actif Immobilisé (II)	6 420 984	1 523 945	4 897 038	4 701 036
Matières premières, approvisionnements				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
TOTAL Stock				
Avances et acomptes versés sur commandes	325		325	295
Clients et comptes rattachés	77 398	516	76 883	62 987
Autres créances	161 756		161 756	182 512
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL Créances	239 154	516	238 638	245 499
Valeurs mobilières de placement	15 650		15 650	322 942
Disponibilités	872 349		872 349	480 196
TOTAL Disponibilités	887 999		887 999	803 138
Charges constatées d'avance	4 482		4 482	2 798
TOTAL Actif circulant (III)	1 131 960	516	1 131 444	1 051 730
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Primes de remboursement des obligations (V)				
Écarts de conversion actif (V)				
Total Général (I à VI)	7 552 943	1 524 461	6 028 483	5 752 766

Bilan passif

Les montants sont exprimés en milliers d'euros

BILAN-PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
Capital social ou individuel (dont versé : 1 024)	1 024	1 024
Primes d'émission, de fusion, d'apport,		
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	102	102
Réserves statutaires ou contractuelles	288	288
Réserves réglementées (dont réserve des prov. fluctuation des cours :)		
Autres réserves (dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes :)	2 710 688	2 494 180
TOTAL Réserves	2 711 079	2 494 570
Report à nouveau		
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	164 136	256 509
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	70	70
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	2 876 309	2 752 174
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)		
Provisions pour risques	9 019	16 865
Provisions pour charges	10 203	9 620
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)	19 222	26 486
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires	669 590	820 303
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	218 809	239 257
Emprunts et dettes financières divers (dont emprunts participatifs :)	2 003 699	1 682 893
TOTAL Dettes financières	2 892 098	2 742 453
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	34 150	21 877
Dettes fiscales et sociales	150 292	148 904
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	3 038	5 433
Autres dettes	53 374	55 297
TOTAL Dettes d'exploitation	240 854	231 510
Produits constatés d'avance		144
TOTAL DETTES (IV)	3 132 952	2 974 107
Ecarts de conversion passif (V)		
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)	6 028 483	5 752 766

Compte de résultat

Les montants sont exprimés en milliers d'euros

Compte de résultat	Exercice N			Exercice N-1
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises				
Production vendue biens				
Production vendue services	203 439	14 177	217 616	210 213
Chiffres d'affaires nets	203 439	14 177	217 616	210 213
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			2	
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			3 051	352
Autres produits			82 440	77 377
Total des produits d'exploitation (I)			303 109	287 942
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			95 990	83 873
Impôts, taxes et versements assimilés			4 455	4 285
Salaires et traitements			20 391	17 641
Charges sociales			9 947	8 701
Dotations d'exploitation	sur immobilisations	Dotations aux amortissements	9 321	8 459
		Dotations aux provisions		
		Sur actif circulant : dotations aux provisions	107	101
		Pour risques et charges : dotations aux provisions		
Autres charges			-3	89
Total des charges d'exploitation (II)			140 209	123 149
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			162 900	164 793
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers de participations			80 456	49 564
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			46	62
Autres intérêts et produits assimilés			4 516	1 572
Reprises sur provisions et transferts de charges			25 943	230 537
Différences positives de change			10 703	28
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			1 080	
Total des produits financiers (V)			122 744	281 763
Dotations financières aux amortissements et provisions			42 154	25 763
Intérêts et charges assimilées			39 448	38 404
Différences négatives de change			10 163	19
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			1 451	580
Total des charges financières (VI)			93 216	64 766
RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)			29 528	216 997
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV+V-VI)			192 427	381 790

Compte de résultat (suite)

Les montants sont exprimés en milliers d'euros

Compte de résultat (suite)	Exercice N	Exercice N-1
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	1 440	243
Produits exceptionnels sur opérations en capital	1 628	722
Reprises sur provisions et transferts de charges	13 942	3 068
Total des produits exceptionnels (VII)	17 009	4 033
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 227	12 120
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	828	95
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	6 095	821
Total des charges exceptionnelles (VIII)	8 150	13 037
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII -VIII)	8 859	-9 004
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)		97
Impôts sur les bénéfices (X)	37 150	116 180
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	442 862	573 738
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	278 726	317 228
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	164 136	256 509

ITM ENTREPRISES
N° Siren 722064102
24 rue Auguste Chabrières 75015 Paris

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 décembre 2022

Note 1 : Faits marquants et événements postérieurs à la clôture

ITM Entreprises a remboursé plusieurs emprunts (bilatéraux, placements privés, et obligataires) pour un montant total de 99.4 m€ :

- Baisse de notre encours de prêts bilatéraux de -20.5 MEUR (sommes des nouveaux prêts et des amortissements/remboursements des prêts existants).
- Remboursement d'un placement privé (EURPP format obligataire) pour un montant de -148.2 m€
- Enfin le montant de l'encours à la clôture des Neu CP est de 646.5 m€ (vs 577.2 m€ au 31/12/21), soit une augmentation de +69.3 m€

Notre encours de lignes de crédit confirmées a augmenté de 610 m€. Au 31/12/2022, ces lignes non tirées s'élevaient à 1 780m€.

- Notre Société ITME a souscrit plusieurs nouvelles lignes de crédit confirmées au premier trimestre 2022, pour un montant total de 650 m€
- Il y a eu en juillet un amortissement de 40 MEUR sur une des lignes existantes
- 150 MEUR ont été tiré fin juin puis remboursés le mois suivant

De nouveaux titres ont été acquis sur 2022 :

- 248 titres IEM
- 5 titres Immos Mousquetaires
- 29 titres SPR EM CESE
- 100 titres Bonacieux Energies
- 5 000 titres AUXO ANM

Des titres ont également été cédés sur 2022 :

- Urbidumonde (Dissolution)
- SVA Lusitana (Dissolution)
- SCI Magalon (TUP dans Immo Amont)
- SCI La Ribière (TUP dans Immo Amont)
- MSBM Participation (TUP dans ITME)

Des augmentations de capital ont également été effectuées :

- Création de 158 676 nouveaux titres puis réduction de capital par annulation de 93 080 titres sur Innovation developpement
- 9 900 titres sur Bonacieux Energies
- 50 000 titres sur Academie les mousquetaires

Des réductions de capital ont également été effectuées :

- SPR EM NPEO pour 523K€
- SPR EM COSO pour 277K€
- SPR EM CESE pour 237K€
- SPR AUTO pour 98K€

Des abandons de créances sur compte courant ont été accordés sur 2022 à :

- Académie les mousquetaires pour 515K€
- SVA Lusitana pour 131K€

La société MSBM Participations a fait l'objet d'une dissolution sans liquidation en faveur d'ITM Entreprises engendrant un boni de liquidation à hauteur de 146K€.

ITM Entreprises, via son service trésorerie a mis en place un système de cashpooling en devises ainsi que des opérations de change et des opérations sur le marché des matières premières pour le compte de ces filiales. Ces opérations ont débuté en janvier 2022.

L'année 2022 a été marquée par un contexte inflationniste particulièrement soutenu, en France et en Europe, et qui a impacté l'ensemble des activités du Groupement Les Mousquetaires, ainsi que l'ensemble des secteurs d'activité de la distribution alimentaire et non alimentaire.

La reprise de la SA Mestdagh par le Groupement Les Mousquetaires, visant à constituer un acteur significatif de la distribution en Belgique en cumulant les 78 magasins Intermarché Belgique et les 87 supermarchés issus du groupe Mestdagh, a été approuvée par les autorités de la Concurrence belges en novembre 2022. L'acquisition est effective à compter du 3 janvier 2023.

Note 2 : Principes et méthodes comptables

1. Principes généraux

ITM ENTREPRISES est à ce jour sous la forme d'une Société par actions simplifiée unipersonnelle.

Les états financiers ont été établis en conformité avec les principes généraux d'établissement et de présentation des comptes définis par le code de commerce et le règlement de l'ANC n°2014-03 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement desdits comptes.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles d'établissement et de présentation des comptes annuels et aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

L'exercice a une durée de 12 mois.

Sauf indication contraire, les informations chiffrées contenues dans cette annexe sont présentées en milliers d'euros.

Changement de règles et méthodes comptables

Au cours de l'exercice, aucun changement de méthode n'est intervenu, par conséquent les exercices sont comparables sans retraitement.

Opérations commerciales en devises

Chiffre d'affaires

Les ventes en devises sont enregistrées en chiffre d'affaires au cours du jour de la vente. L'effet de couverture est, le cas échéant, comptabilisé dans le même compte de chiffre d'affaires.

Dettes et créances commerciales, disponibilités

Les dettes, créances et disponibilités libellées en devises sont converties en fin d'exercice à leur cours de clôture.

Les différences de conversion résultant de la réévaluation des créances et dettes en devises au cours de clôture sont inscrites au bilan en « écart de conversion actif » lorsqu'il s'agit d'une perte latente et en « écart de conversion passif » lorsqu'il s'agit d'un gain latent. Les écarts de conversion actifs font l'objet d'une provision à concurrence du risque non couvert.

Les écarts de conversion résultant de la réévaluation des disponibilités sont portés au compte de résultat, sauf si les disponibilités entrent dans une relation de couverture. Dans ce cas, les écarts de conversion sont inscrits au bilan et suivent les principes de la comptabilité de couverture.

Les écarts de conversion des dettes et créances d'exploitation (provisionnés ou réalisés) sont comptabilisés en résultat d'exploitation. Les écarts de conversion des dettes et créances financières (provisionnés ou réalisés) sont comptabilisés en résultat financier.

2. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont enregistrées, à l'actif du bilan, à leur coût d'acquisition.

Amortissements

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire ou dégressif sur les durées d'utilité prévisionnelles suivantes :

	Durée Moyenne
Frais d'établissement	5 ans
Frais de recherche et développement	5 ans
Concessions, brevets, licences	1 à 7 ans
Droit au bail	Durée restante du bail
Fonds commercial	10 ans /-*
Surcoûts	10 ans
Autres immobilisations incorporelles	1 à 5 ans

* En application des dispositions du règlement ANC 2015-06, nous avons estimé que nos fonds commerciaux n'ont pas de durée limitée et à ce titre, ils ne sont pas amortis

Un amortissement dérogatoire, classé au bilan en provisions règlementées, est constaté en complément à chaque fois que les durées fiscales admises sont inférieures aux durées d'utilisation.

Cas particulier des malis techniques affectés en droit au bail

Les malis affectés suivent les mêmes règles d'amortissement et de dépréciation que l'actif sous-jacent auxquels ils ont été affectés.

Cas particulier des surcoûts

Lors de l'acquisition de titres de points de vente destinés à être recédés, la différence entre le prix d'acquisition des titres et leur valeur calculée selon les normes d'évaluation propres au Groupement des Mousquetaires est assimilée à un surcoût et comptabilisée en autres immobilisations incorporelles. En cas de revente du point de vente dans les 2 ans, la valeur calculée est remplacée par le prix de cession des titres détenus, qui est assimilée à une valeur de marché. Le surcoût est donc susceptible d'être modifié dans ce cas.

Les surcoûts sont amortis linéairement, prorata temporis fin de mois, sur 10 ans depuis le 01/01/2018.

Jusqu'au 31 décembre 2017, ils étaient amortis sur 5 ans. Des analyses ont été menées sur les actifs sous-jacents économiques qui ont été étudiés selon différentes méthodes. Ces analyses ont conclu à une durée de vie comprise entre 8.7 et 10 ans.

Par application du règlement ANC 2018-01 du 20 avril 2018, le groupe a choisi de modifier la durée d'amortissement de façon prospective au titre du changement d'estimation pour la porter à 10 ans.

3. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont enregistrées au coût d'acquisition incluant le prix d'achat, les frais accessoires et les frais d'acquisition comme préconisé dans la méthode de référence.

Cas particulier des malis techniques

Pour les sociétés immobilières aval, la totalité des malis est affectée sur les terrains dans la mesure où l'emplacement est le principal élément constitutif de la valeur d'un point de vente et non pas la structure du bâtiment.

Pour les sociétés immobilières amont, le mali technique peut être affecté en terrain et en construction.

Amortissements

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire ou dégressif sur les durées d'utilité prévisionnelles suivantes :

	Durée Moyenne
Agencements des terrains	
Constructions	Selon composants
Agencements des constructions	10 à 15 ans
Installations techniques	3 à 20 ans
Matériel de transport	3 à 5 ans
Matériel de bureau	4 à 10 ans
Matériel informatique	2 à 4 ans

Durée d'amortissement des composants qui composent les constructions et constructions sur sol d'autrui :

- Composants identifiés au sein des actifs immobiliers correspondant à du 1^{er} œuvre :

Nature du composant	Durée et méthode
Terrassement et infrastructures	25 ans linéaire
Gros œuvre, dallage et maçonnerie, réseaux enterrés et sols	30 ans linéaire
Charpente	20 ans linéaire
Couverture	15 ans linéaire
Bardage et panneaux isolants	20 ans linéaire

- Composants à du 2nd œuvre :

Nature du composant	Durée et méthode
Transformateur	10 ans linéaire
Menuiseries métalliques	15 ans linéaire
Détection et extinction incendie	10 ans linéaire
Électricité	10 ans linéaire
Plomberie et chauffage	10 ans linéaire
Cloisons et menuiserie bois	10 ans linéaire
Aménagement de décoration	10 ans linéaire
Couche de roulement voirie	10 ans linéaire

Un amortissement dérogatoire, classé au bilan en provisions règlementées, est constaté en complément à chaque fois que les durées fiscales admises sont inférieures aux durées d'utilisation.

Dépréciations

A la clôture de l'exercice, un test de dépréciation est réalisé pour les actifs détenus depuis au moins deux ans. Ce test consiste à comparer la valeur nette comptable de l'immeuble, terrain, et mali technique éventuel inclus, à sa valeur actuelle.

La valeur actuelle est déterminée selon les méthodes suivantes par ordre de priorité :

- Prix de cession inclus dans une promesse de vente ;
- Valeur déterminée par une société d'expertise immobilière au cours des trois dernières années ;
- Valeur de rendement déterminée en fonction des revenus générés par l'actif et de son taux de rendement attendu (entre 6 et 10%).

En cas de moins-value supérieure à deux ans de dotations aux amortissements, une dépréciation de l'actif est comptabilisée en priorité sur le mali technique de fusion, puis au prorata des valeurs nettes comptables du terrain et de la construction.

4. Immobilisations financières

Titres de participation

Les titres de participation sont évalués au prix d'acquisition ou à la valeur d'entrée lorsqu'il s'agit d'une souscription au capital d'une (nouvelle) filiale.

Les frais d'acquisition des titres sont comptabilisés en immobilisations et sont rapportés en résultat de façon linéaire sur une durée 5 ans par la constitution de provisions règlementées.

Cas particulier des titres de Point de Vente

Les titres de participation sont composés des prises de participation d'au moins 10% d'une société, et sont enregistrés à leur prix d'acquisition minorée d'un surcoût, qui correspond à la différence entre le prix d'acquisition des titres et la valeur calculée selon les normes d'évaluation propres au Groupement des Mousquetaires.

Cas particulier des malis techniques affectés en titres

A compter du 1er janvier 2016 et conformément aux règles comptables applicables au mali technique de fusion fixées par le règlement n° 2015-06 du 23 novembre 2015, modifiant le règlement n° 2014-03 de l'Autorité des normes comptables relatif au Plan comptable général, les malis de fusion sont affectés aux actifs sous-jacents. Certains ont été ainsi reclassés en titres de participation.

Créances rattachées aux participations et prêts

La rubrique « créances rattachées à des participations » comprend l'ensemble des créances financières détenues sur les sociétés avec lesquelles il existe un lien de participation. Il s'agit principalement de montants inscrits en comptes courants susceptibles d'évoluer en fonction de la trésorerie des sociétés concernées dans le cadre d'une convention de trésorerie au sein du groupe. La rubrique « prêts » est constituée des créances sur des sociétés ayant donné lieu à la mise en place d'un plan d'étalement de règlement des dûs ou d'avances versées dans le cadre d'acquisitions de points de vente à venir. Les créances enregistrées en prêt ont fait l'objet d'un accord prévoyant explicitement les échéances de remboursement, à la différence de celles enregistrée dans la rubrique précédente.

Titres immobilisés

Il s'agit de titres que la société a l'intention de conserver durablement. Ils sont représentatifs de parts de capital ou de placements à long terme mais contrairement aux titres de participations leur détention n'est pas jugée utile à l'activité de la détentric. Les titres immobilisés sont enregistrés à leur coût d'acquisition.

Dépréciation des actifs financiers

En fin d'année, lorsque la valeur d'inventaire des titres de participations est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence. Outre la quote-part de capitaux propres des filiales que les titres de participation représentent, leur valeur d'inventaire prend également en compte le potentiel économique et financier de la filiale considérée au moyen d'une actualisation des flux futurs de trésorerie.

Les dépréciations des créances rattachées à des participations sont constatées à hauteur de la quote-part de capitaux propres réévalués détenus, s'ils sont négatifs.

En cas d'insuffisance des créances rattachées à des participations par rapport à la quote-part de capitaux propres réévalués détenus et négatifs, un complément de dépréciation est doté selon l'ordre suivant : prêts, créances clients puis provision pour risques si besoin.

Précisions ou exceptions quant au principe général de dépréciation des immobilisations financières :

- *Filiales immobilières de moins de deux ans*

La règle groupe veut qu'aucune provision ne soit comptabilisée sur les titres de sociétés immobilières avant un délai de deux ans sauf événements exceptionnels (arrêt de la filiale...).

- *Sociétés disposant d'un patrimoine immobilier*

Les capitaux propres des filiales disposant d'un patrimoine immobilier (en propre ou en crédit-bail) sont réévalués.

La valorisation de ces actifs immobiliers peut être fondée sur des expertises immobilières récentes ou estimée sur la base d'une valeur de rendement.

- La filiale possède un patrimoine immobilier en propre :

La situation nette réévaluée est obtenue en substituant à la valeur nette comptable des biens immobiliers (y compris l'éventuel mali technique affecté) leur valeur réelle. Une plus ou moins-value est ainsi dégagée.

- La filiale possède un patrimoine immobilier financé par crédit-bail :

Dans ce cas, il est tenu compte à l'actif de la valeur réelle des biens immobiliers et au passif de la dette financière correspondante à hauteur du capital restant dû majoré le cas échéant du prix de levée d'option et du droit au bail.

- Cas d'une société holding :

Les capitaux propres d'une société holding détenant des titres de sociétés immobilières sont réévalués de la même façon : les capitaux propres des filles sont réévalués comme indiqué ci-dessus et la valeur ainsi obtenue se substitue à la valeur nette comptable des titres de participation inscrite à l'actif du bilan de la mère.

Pour les filiales constituées sous forme de SNC, les statuts prévoient dans certaines conditions une affectation automatique des résultats (bénéfice ou perte). Dans ce cas, aucune dépréciation n'est comptabilisée même si les résultats de ces filiales sont fortement déficitaires.

5. Clients et comptes rattachés

Les créances sont inscrites pour leur valeur nominale.

Une dépréciation est constituée pour les clients représentant des risques de non-recouvrement.

6. Trésorerie

Les valeurs mobilières de placement ont été valorisées à leur coût d'acquisition, ou à leur valeur économique si cette dernière lui est inférieure. Les moins-values potentielles font l'objet de provisions.

7. Provisions

Une provision est constatée en présence d'une obligation devant engendrer une sortie de ressources au bénéfice d'un tiers, sans contrepartie équivalente attendue de celui-ci. L'obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel, ou être implicite.

8. Fiscalité

TVA

Depuis le 1er janvier 2013, la société appartient au groupe d'intégration de TVA dont la société mère est ITM Entreprises en application du décret n° 2012-239 du 20 février 2012 relatif aux modalités d'application du régime optionnel de consolidation au sein d'un groupe du paiement de la taxe sur la valeur ajoutée et des taxes assimilées.

Impôts sur les bénéfices

L'impôt comptabilisé correspond à l'impôt exigible. Aucun impôt différé n'est comptabilisé.

Depuis le 1er janvier 2011, la société fait partie du Groupe Fiscal constitué par la Société Civile des Mousquetaires en application de l'Article 223-A et suivant du Code Général des Impôts.

La convention signée prévoit la disposition suivante "La centralisation des impôts sur la Société Mère ne devant ni léser, ni avantager les Sociétés Filiales, il a été décidé d'organiser les relations entre la Société Mère et les Sociétés Filiales de telle sorte que ces dernières se trouvent dans une situation comparable à celle qui aurait été la leur si elles étaient restées imposées séparément."

Un avenant à la convention d'intégration, entré en application sur l'exercice 2016 a toutefois introduit une dérogation temporaire aux principes généraux et réalloue aux filiales ayant bénéficié d'un abandon ou d'une subvention à caractère financier, la part de l'économie d'impôt réalisée par le groupe fiscal sur la neutralisation de cet abandon, plafonné à hauteur de l'impôt dû par chaque fille concernée. En cas de déneutralisation ultérieure au sein de l'intégration, cette réallocation partielle du boni d'intégration devra être restituée par la fille.

9. Engagements hors bilan

Engagements de retraite

Les engagements relatifs aux engagements de retraite sont estimés selon la méthode prospective des unités de crédits projetées qui prend notamment en compte la probabilité de maintien du personnel dans la société jusqu'à sa retraite, l'évolution future de la rémunération et un taux d'actualisation reflétant le taux de rendement à la date du bilan des obligations émises par des émetteurs privés de premier rang.

Hypothèses	Valeurs proposées pour l'évaluation au 31/12/2022	Valeurs finales au 31/12/2021
Date de l'évaluation	31/12/2022	31/12/2021
Taux d'inflation	Inclus dans les autres paramètres	Inclus dans les autres paramètres
Taux d'actualisation	3.84% (sensibilité +/- 25 pbs)	1,00% (sensibilité +/- 25 pbs)
Profil de carrière	Cadres : 2,5%	Cadres : 2,5%
	AGM : 2%	AGM : 2%
	Employés : 1,5%	Employés : 1,5%
Taux de charges sociales	CAD : 48%	CAD : 48%
	AGM : 43%	AGM : 43%
	EMP : 35%	EMP : 39%
Dérive des montants (médailles définies en euros)	2,00%	2,00%
Age de début de carrière	CAD : 22 ans	CAD : 22 ans
	AGM : 20 ans	AGM : 20 ans
	EMP : 20 ans	EMP : 20 ans
Table de mortalité	INSEE 2016-2018 (Homme) INSEE 2016-2018 (Femme)	INSEE 2015-2017 (Homme) INSEE 2015-2017 (Femme)
Age de départ à la retraite	CAD : 65 ans	CAD : 65 ans
	AGM : 63 ans	AGM : 63 ans
	EMP : 63 ans	EMP : 63 ans
Table de turnover	CAD : table TO 2020 - CAD (fonction de l'âge)	CAD : table TO 2020 - CAD (fonction de l'âge)
	AGM : table TO 2020 - AGM (fonction de l'âge)	AGM : table TO 2020 - AGM (fonction de l'âge)
	EMP : table TO 2020 - EMP (fonction de l'âge)	EMP : table TO 2020 - EMP (fonction de l'âge)
Modalité de départ :	Départ volontaire	Départ volontaire

Instruments financiers

La société ITM ENTREPRISES réalise des opérations de couverture pour couvrir le risque auquel elle est potentiellement exposée sur :

- a. ses achats de matières premières sur des marchés organisés
- b. ses opérations de financement en termes de taux
- c. Ses achats de matières premières libellés en devises étrangères.

Conformément à la réglementation comptable les produits et charges (latents ou réalisés) relatifs aux instruments de couverture sont reconnus au compte de résultat de manière symétrique au mode de comptabilisation des produits et charges sur l'élément couvert. Les effets des opérations de couverture non reconnus au résultat sont enregistrés au bilan dans les comptes de différence d'évaluation des instruments financiers à l'actif ou au passif.

Engagements financiers

Nature des engagements	Montant (en M€)
Cautions ou garanties maison mère accordées à des organismes publics (Douanes)	362,2
Cautions ou garanties maison mère accordées à des banques	74,3

Les principales cautions maison mère accordées à des tiers pour le compte des filiales concernent :

- 362,2 M€ pour le compte de SCA Pétroles,

Les principales cautions maison mère accordées à des banques concernent :

- 58.5 M€ pour le compte de Banque Chabrières,
- 15.9 M€ pour le compte des filiales en Pologne ITM BAZA, ITM Polska et KROKUS (64M PLN et 2.2m€).

Instruments de couverture

De par son activité de financement pour le compte des filiales amont du Groupement, ITM Entreprises est exposé à un risque inhérent de taux d'intérêt. Ce risque de taux sur son endettement à taux variable est géré en utilisant des instruments financiers dérivés (swaps ou caps). La comptabilisation s'effectue en charges financières.

Les principales caractéristiques des opérations en vie au 31 décembre 2022 sont les suivantes :

Opération	Sous-Jacent	Valorisation * (en K EUR)
Ferme Option	USD	-64
Ferme Option	NOK	
Ferme Option	GBP	1
Ferme Option	JPY	
Ferme Option	PLN	

Opération	Devise	Maturité Moyenne Résiduelle (Année)	Valorisation (en K EUR)
Ferme	EUR	6	2 095
Option	EUR	3	12 667

10. Autres informations

Les comptes de la société ITM ENTREPRISES sont consolidés selon la méthode de l'intégration globale au sein de la société Les Mousquetaires, société par actions simplifiée, dont l'établissement principal est 1 Allée Des Mousquetaires 91070 Bondoufle, immatriculée au RCS Paris sous le numéro 789 169 323.

Note 3 : Notes sur le bilan

1. Immobilisations incorporelles

Variation des valeurs brutes

Données en k€	Montant au 31/12/2021	Acquisitions	Sorties et Autres flux	Montant au 31/12/2022
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement	13			13
Concessions, brevets	64 509	198	3 755	68 462
Autres immobilisations incorporelles	229 351			229 351
Immobilisations incorporelles en cours	7 009	4 559	-3 754	7 814
Avances et acomptes incorporels				
Total	300 882	4 757	1	305 640

Variation des amortissements et dépréciations

Données en k€	Montant au 31/12/2021	Dotations	Reprises Autres flux	Montant au 31/12/2022
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement	13			13
Concessions, brevets	45 365	3 788	-111	49 042
Autres immobilisations incorporelles	229 305			229 305
Total	274 683	3 788	-111	278 360

2. Immobilisations corporelles

Variation des valeurs brutes

Données en k€	Montant au 31/12/2021	Acquisitions	Sorties et Autres flux	Montant au 31/12/2022
Terrains (dont mali techniques) et agencements des terrains	4 138			4 138
Constructions	110 648		3 036	113 684
Constructions sur sol d'autrui				
Installations et agencements	407	1	24	432
Matériel de transport	8			8
Autres immobilisations corporelles	4 677	45	1 085	5 807
Immobilisations corporelles en cours	448	4 115	-4 146	417
Avances et acomptes corporels				
Total	120 326	4 161	-1	124 486

Variation des amortissements et dépréciations

Données en k€	Montant au 31/12/2021	Dotations	Reprises Autres flux	Montant au 31/12/2022
Terrains et agencements				
Constructions	80 101	4 717		84 818
Constructions sur sol d'autrui				
Installations et agencements	162	42		204
Matériel de transport	2	2		4
Autres immobilisations corporelles	1 928	773		2 701
Total	82 193	5 534		87 727

3. Immobilisations financières

Variation des immobilisations financières

Données en k€	Montant au 31/12/2021	Acquisitions	Augment. Capital	Sorties Autres flux	Montant au 31/12/2022
Titres de participation	2 752 578	226	522	480	2 753 806
Créances rattachées à des participations	2 966 777	405 344		-225 539	3 146 582
Intérêts sur créances rattachées	25 349	183		-8 173	17 359
Autres titres immobilisés	17 220	526	4	-188	17 562
Prêts	95			-95	0
Dépôts et cautionnements	2 060	285			2 345
Autres immobilisations financières	14 530	38 694		-20	53 204
Total	5 778 609	445 258	526	225 044	5 990 858

Dépréciations des immobilisations financières

Données en k€	Montant au 31/12/2021	Dotations	Reprises Autres flux	Montant au 31/12/2022
Titres de participation	474 461	23 866	-21 934	476 393
Créances rattachées à des participations	664 339	16 313	-1 911	678 741
Autres titres immobilisés	2 934		-380	2 554
Prêts				
Autres immobilisations financières	170			170
Total	1 141 904	40 179	-24 225	1 157 858

Échéances des créances financières

Données en k€	Montant au 31/12/2022	Echéance à moins d'un an	Echéance à plus d'un an
Créances rattachées à des participations	3 163 941	3 163 941	
Prêts			
Autres immobilisations financières	55 548	53 484	2 064
Total	3 219 489	3 217 425	2 064

4. Actif circulant

Échéances des créances d'exploitation

Données en k€	Montant au 31/12/2022	Echéance à moins d'un an	Echéance à plus d'un an
Clients et comptes rattachés	77 398	77 398	
Personnel et comptes rattachés	3	3	
Etat, autres collectivités	2 552	2 552	
Groupe et Associés	150 370	150 370	
Autres débiteurs	8 831	8 831	
Total	239 154	239 154	

Les comptes courants groupe se composent du compte d'intégration de la TVA et du compte d'intégration fiscale pour respectivement 149 085 k€ et 1 285 k€.

Les autres débiteurs sont constitués principalement de comptes fournisseurs débiteurs et d'avoir à recevoir

Dépréciations des créances d'exploitation

Données en k€	Montant au 31/12/2021	Dotations	Reprises Autres flux	Montant au 31/12/2022
Clients et comptes rattachés	1 804	107	1 396	515
Autres créances	326		326	
Total	2 130	107	1 722	515

Produits à recevoir inclus dans les créances d'exploitation

Données en k€	Montant au 31/12/2022
Avoir à recevoir	0
Facture à établir	36 394
Autres produits à recevoir	365
Total	36 759

5. Trésorerie

Données en k€	Montant au 31/12/2022	Montant au 31/12/2021
Disponibilités	872 349	480 196
VMP	15 650	323 268
Total	887 999	803 464

6. Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance de 4 482 k€ sont composées de la façon suivante :

Données en k€	Exploitation	Financier	Exceptionnel
PRESTATIONS DE SERVICES	220		
ASSURANCE	2 323		
DOCUMENTATION	51		
HONORAIRES	25		
STOCKS FOURNITURES	115		
INTERETS		1 748	
Total	2 734	1 748	

7. Capitaux propres

Le capital social est constitué de 64 001 actions ordinaires d'une valeur nominale de 16 euros au 31 décembre 2022.

La société est contrôlée directement à hauteur de 100 % par la société SCM.

Les capitaux propres ont évolué comme suit au cours de l'exercice :

Données en k€	Montant au 31/12/2021	Affectation résultat2021	Résultat 2022	Autres variations	Montant au 31/12/2022
Capital social	1 024				1 024
Primes d'émission, de fusion, d'apport...					
Écarts de réévaluation					
Réserve légale	102				102
Autres réserves	2 494 468	216 508			2 710 976
Report à nouveau					
Distribution Dividendes		40 001			
Résultat de l'exercice	256 509	-256 509	164 136		164 136
Total	2 752 103	0	164 136		2 876 239

8. Provisions

Provisions règlementées

Données en k€	Montant au 31/12/2021	Dotations	Reprises	Montant au 31/12/2022
Provision pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	70	1	-1	70
Autres				
Total	70	1	-1	70

Les provisions règlementées correspondent à l'amortissement fiscal des frais d'acquisition des titres.

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges ont évolué comme suit au cours de l'exercice :

Données en k€	Montant au 31/12/2021	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Montant au 31/12/2022
Provisions pour litiges	16 865	6 094	13 940		9 019
Provisions pour garanties données aux clients					
Provisions pour pertes sur marché à terme					
Provisions pour amendes et pénalités					
Provisions pour pertes de change					
Provisions pour pensions et obligations similaires					
Provisions pour impôts					
Provisions pour renouvellement des immobilisations					
Provisions pour gros entretien et grandes révisions					
Autres provisions pour risques et charges	9 620	1 975	1 392		10 203
Total	26 485	8 069	15 332		19 222

Dont dotations et reprises d'exploitations

Dont dotations et reprises financières pour respectivement 1 975k€ et 1 392k€

Dont dotations et reprises exceptionnelles pour respectivement 6 094k€ et 13 940k€

9. Dettes

Dettes financières

Echéances des dettes

Données en k€	Montant au 31/12/2022	Echéance à moins d'un an	Echéance comprise entre un et cinq ans	Echéance supérieure à 5 ans
Emprunts obligataires	669 590	305 890	333 000	30 700
Emprunts auprès des établissements de crédit	218 753	3 653	165 100	50 000
Dépôt et cautionnement	1 668			1 668
Dettes rattachées à des participations	448 797	448 797		
Autres dettes financières	1 553 234	1 553 234		
Découverts bancaires	56	56		
Total	2 892 098	2 311 630	498 100	82 368

Pour l'élaboration du tableau ci-dessus il a été considéré que les dettes financières avec les entreprises liées qui figurent sous la rubrique "Emprunts et dettes financières divers" étaient à moins d'un an dans tous les cas où il n'existe pas d'accord relatif aux dates de remboursement.

Autres dettes

Echéances des dettes

Données en k€	Montant au 31/12/2022	Echéance à moins d'un an	Echéance comprise entre un et cinq ans	Echéance supérieure à 5 ans
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	34 150	34 150		
Dettes groupe	52 398	52 398		
Dettes fiscales et sociales	150 292	150 292		
Dettes sur immobilisations	3 038	3 038		
Autres dettes	976	976		
Total	240 854	240 854		

Les dettes groupe sont constituées principalement du compte courant de TVA pour 52 398 k€

Les autres dettes sont constituées principalement d'avoir à établir, de comptes clients créditeurs et de débiteurs divers.

Charges à payer dans les dettes

<u>Données en k€</u>	<u>Montant au 31/12/2022</u>
Emprunts et dettes financières	8 196
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	11 410
Dettes fiscales et sociales	5 899
Autres dettes	10
Avoirs à établir	160
Total	25 675

Note 4 : Notes sur le compte de résultat

1. Résultat d'exploitation

Analyse du chiffre d'affaires par nature

Données en k€	Montant au 31/12/2022	Montant au 31/12/2021
Prestations de services	194 259	187 153
Refacturations	23 358	23 059
Total	217 616	210 213

Analyse des autres achats et charges externes

Les charges d'exploitation sont composées entre autres

Données en k€	Montant au 31/12/2022	Montant au 31/12/2021
Autres achats	-2 614	-2 239
Sous-traitance		
Crédit-bail, locations et charges de copropriété	-1 422	-1 192
Entretiens et réparations	-1 930	-1 625
Assurances	-3 536	-2 631
Etudes, recherches et documentations	-578	-855
Personnel extérieur à l'entreprise	-435	-308
Rémunération d'intermédiaires et honoraires	-18 965	-30 880
Publicité, publication et relations publiques	-3 287	-908
Transports	-1	-134
Déplacements	-2 326	-1 612
Frais postaux et de télécommunications	-377	-356
Services bancaires	-8 151	-7 242
Divers	-52 368	-33 891
Total	-95 990	-83 873

2. Résultat financier

Données en k€	Montant au 31/12/2022	Montant au 31/12/2021
Produits de participation (dividendes)	62 167	23 339
Résultat des SNC (bénéfices)	490	492
Produits des créances de l'actif immobilisé	18 093	25 859
Autres intérêts et produits assimilés	16 051	1 536
Reprises sur provisions et transferts de charges	25 943	230 537
Total Produits financiers	122 744	281 763
Intérêts	-38 379	-38 017
Abandon de créances et subventions consenties	-646	
Résultat des SNC (pertes)	0	
Dotations financières aux amortissements et provisions	-42 154	-25 763
Autres charges financières	-12 038	-983
Total Charges financières	-93 216	-64 763
Total	29 528	217 000

Les dotations financières de 42 154k€ correspondent à des dépréciations sur comptes courants à hauteur de 18 289k€, à des dépréciations sur titres à hauteur de 23 865k€.

Les reprises de provisions financières de 25 943k€ correspondent à des reprises de provisions sur comptes courants à hauteur de 3 303k€, à des reprises des provisions sur titres à hauteur de 22 314k€ et à des reprises de dépréciations sur VMP pour 326k€.

3. Résultat exceptionnel

Données en k€	Montant au 31/12/2022	Montant au 31/12/2021
Produits de cessions de titres		
Abandons de créances		
Produits divers	1 778	243
Produits des cessions d'actifs	1 290	722
Reprises sur provisions et transferts de charges	13 942	3 068
Total Produits exceptionnels	17 009	4 033
Amendes et pénalités	-61	-247
Abandons de créances		
Charges diverses exceptionnelles	-1 166	-11 878
Valeur nette comptable des titres cédés	-828	-90
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	-6 095	-821
Total Charges exceptionnelles	-8 150	-13 037
Total	8 859	-9 004

4. Fiscalité

Situation fiscale latente

K€	31/12/2021		Variation		31/12/2022	
	Base	Impôt	Base	Impôt	Base	Impôt
Subvention d'investissement						
Contribution Sociale de Solidarité des Stés	412	109	37		449	112
Provisions non déductibles						
Effort construction	77	20	9		86	22
Ecart de valeur liquidative sur OPCVM	-326	-86	328		2	
Autres différences temporaires	-34	-9	-412		-446	-112
Décalages certains ou éventuels						
Déficits reportables						
Moins-values LT						

IMPÔT EXIGIBLE	OUVERTURE	CLÔTURE
K€	2021	2022
Crédit d'impôts	0	0
Impôt au taux normal de 26.5 ou 25%	40 712	37 150
Impôt au taux réduit	0	0
Redressement d'impôts	75 468	0
IMPÔT EXIGIBLE (analyse par taux)	116 180	37 150
Impôt sur le résultat courant	40 712	37 150
Impôt sur résultat exceptionnel	75 468	0
IMPÔT EXIGIBLE (analyse par nature)	116 180	37 150

Note 5 : Autres informations

1. Effectif

La moyenne arithmétique des effectifs à la fin de chaque trimestre est de :

	2022	2021
Cadres	215	199
Agents de Maitrise	38	33
Employés	11	7
Ouvriers	0	0
Total	264	239

2. Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes figurant au compte de résultat pour l'année 2022 d'un montant total HT s'élève à 204 K€.

Cabinet	Certification des comptes	Autres missions
RSM	102 K€	
KPMG	102 K€	

3. Rémunération des dirigeants

La rémunération des organes de direction n'est pas mentionnée car cela conduirait à donner des indications de rémunérations individuelles.

4. Transactions effectuées avec les parties liées

Aucune information n'est donnée au titre des transactions conclues avec des parties liées dans la mesure où ces transactions ont été conclues à des conditions normales de marché.

5. Engagements hors bilan

Engagements reçus :

Néant.

Engagements donnés :

- Le montant des engagements de retraite au 31 décembre 2022 s'élève à 2 964 456 euros contre 3 837 185 euros en 2021.

Annexe : Tableau des filiales et participations en € (1/2)

Libellé	% de détention	Valeur Brute des titres En €	Valeur Nette comptable des titres En €	Prêts et avances consentis non encore remboursés En K€	Capitaux propres En K€	Chiffre d'affaires En K€	Résultat net En K€
A FLEURY SCI	40.00%	114 337	114 337	0	NC	NC	NC
A.R.E.N.A	44.05%	75 000	75 000	0	9 938	24 199	4 186
ACADEMIE LES MOUSQUETAIRES	100.00%	600 000	569 649	0	570	158	515
AGROMOUSQUETAIRES	100.00%	257 385 943	257 385 943	396 612	261 140	9 949	2 733
ALPHA LYRAE	100.00%	7 990 073	763 494	1 889	763	0	-98
ANACYAN	100.00%	1 600	1 600	0	NC	NC	NC
AUDRY	100.00%	1 600	1 600	0	NC	NC	NC
AUXO ANM	50.00%	50 000	50 000	0	NC	NC	NC
AWARE	100.00%	5 000	5 000	0	1 869	149 626	1 781
BANQUE CHABRIERES	99.00%	20 478 938	20 478 938	0	59 238	32 465	6 001
BASE DE VILLERS	99.92%	65 466	65 466	9 697	-3 015	28 859	266
BAYVA	100.00%	1 600	1 600	0	NC	NC	NC
BONACIEUX ENERGIES	100.00%	100 000	100 000	4	96	0	-4
BRIGNOLES DISTRIBUTION	99.88%	2 233 131	0	5 171	-1 473	0	-320
CDE France	100.00%	30 069 016	920 000	75 440	1 104	185	-10 697
COLOMBE ASSURANCES	78.65%	8 888 269	8 888 269	0	14 349	35 335	-22
CSP DU PARC	100.00%	1 000 990	1 000 990	3 915	918	21 972	87
DEVAL - NORMINTER REGION SUD EST	10.00%	3 054 000	663 031	5 386	6 603	519	504
DIRECTION PROCOMARCHE	99.76%	38 021	0	5 689	-5 727	0	-39
ELIVIN	100.00%	1 600	1 600	2	NC	NC	NC
GLOBAL RETAIL SERVICES	50.00%	150 000	150 000	0	411	3 740	111
GRANDS GARAGES FAVRESSE	90.21%	281 061	0	1 206	NC	NC	NC
HAUT PHARE (SCI DU)	70.00%	5 991	5 991	0	515	46	-11
IMC POLSKA SP. Z.O.O.	100.00%	3 486 247	2 308 567	0	2 304	0	99
IMMO MOUSQUETAIRES	100.00%	24 677 285	0	44 357	-50 449	26 003	-13 022
I E M	91.92%	1 300 059 372	1 300 059 372	891 826	1 230 763	75 960	2 164
INFINITY ADVERSING	50.00%	250 000	250 000	0	-1 454	13 553	-762
INNOVATION DEVELOPPEMENT	100.00%	8 369 810	0	0	605	0	-675
INTERCONTESSA	100.00%	159 338 062	0	407 355	-407 461	0	-212
ITM ACHATS NON MARCHANDS	99.96%	40 829	0	5 345	-751	68 625	627
ITM ALIMENTAIRE INTERNATIONAL	100.00%	70 811 080	70 811 080	2 554	242 380	17 199 589	-52 946
ITM BAZA POZNANSKA SP.ZOO	100.00%	2 262 480	2 262 480	0	8 444	39 314	950
ITM BELGIUM	100.00%	12 230 108	12 230 108	13 115	-7 115	6 769	803
ITM CENTRE EST F	99.72%	39 870	0	10 795	-8 941	0	747
ITM CENTRE OUEST F	99.96%	39 984	0	16 988	-14 351	0	678
ITM EQUIPEMENT DE LA PERSONNE	99.76%	38 021	0	42 369	-41 959	287	-64
ITM EQUIPEMENT DE LA MAISON	100.00%	10 078 493	10 078 493	499 551	102 216	831 212	44 629
ITM EST F	99.72%	37 976	0	56 068	-53 618	7	-190
ITM EXPORT	100.00%	324 995	324 995	41	105	1 022	19
ITM FORMATION	100.00%	39 999	0	19 065	-20 212	0	1 266
ITM IBERICA	100.00%	14 994 148	964 000	0	964	0	-96
ITM LAI	100.00%	195 731 890	195 731 890	211 158	228 715	1 407 075	-12 708
ITM LEMI	100.00%	6 950 443	6 950 443	16 033	11 955	106 611	435
ITM MOBILITE	100.00%	3 038 021	3 038 021	24 512	1 017	70 418	-16
ITM NORD F	99.80%	40 450	0	4 977	-963	554	215
ITM NOUVELLES REGIONS	98.62%	57 200	0	1 654	-1 612	0	13
ITM OUEST F	99.84%	39 896	39 896	0	6 754	8	467
ITM PARTICIPATIONS	100.00%	242 691 203	79 635 110	96 384	63 583	0	-2 124
ITM POLSKA	100.00%	160 571 473	160 571 473	0	47 883	18 147	9 324
ITM PROXI	100.00%	14 976	14 976	0	36 854	814 696	25 924
ITM REGION PARISIENNE F	99.88%	39 839	0	42 217	-37 094	9	95
ITM SERVICES PRODUCTION	100.00%	8 000	0	310	-232	291	-49
ITM SUD-EST F	99.72%	39 871	0	40 229	-29 326	0	554
ITM SUD-OUEST F	100.00%	37 990	37 990	0	6 613	0	168
ITMP Portugal	100.00%	135 756 043	88 899 981	0	19 888	36 525	1 002

Annexe : Tableau des filiales et participations en € (2/2)

Libellé	% de détention	Valeur Brute des titres En €	Valeur Nette comptable des titres En €	Prêts et avances consentis non encore remboursés En K€	Capitaux propres En K€	Chiffre d'affaires En K€	Résultat net En K€
LAURE	64.00%	29 107 871	25 712 955	0	16 417	38 093	0
LUNEMOTTES	100.00%	15	0	0	NC	NC	NC
MAS DU NOYER (SCI DU)	99.00%	3 018	3 018	0	NC	NC	NC
METEORE	100.00%	28 737 965	15 029 395	0	5 731	9 213	0
NORIET	100.00%	1 600	1 600	0	NC	NC	NC
PROMEX	88.14%	240 235	240 235	0	785	-6	-164
QUARLES HARRIS ET CA	50.00%	6 097 945	6 097 945	0	8 886	7 646	79
SCA PETROLE ET DERIVES	90.00%	1 372 012	1 372 012	86 066	127 994	9 788 388	16 647
SCARBLO	100.00%	1 600	1 600	0	NC	NC	NC
SCCV LOUIS BOUGO	90.00%	6 860	0	1 783	-1 520	0	-24
SECOIA	100.00%	20 456	20 456	0	13 957	4 473	2 301
SILVE	100.00%	85 267	85 267	0	5 436	36 380	1 571
SOCIETE DE DISTRIBUTION MERUVIENNE	99.73%	0	0	1 520	-1 535	0	-15
SOLUPAR	99.94%	50 499	50 499	0	26 407	6 771	2 911
SPR AUTO	66.50%	136 619	136 619	0	NC	NC	NC
SPR EM CENTRE EST et SUD EST	39.74%	300 513	300 513	0	NC	NC	NC
SPR EM CENTRE OUEST SUD OUEST	37.23%	385 783	385 783	0	NC	NC	NC
SPR EM NORD PARIS EST et OUEST	52.31%	874 952	874 952	0	NC	NC	NC
STIME	100.00%	145 790	145 790	105 299	18 538	444 138	-471

NB : Les données des filiales internationales (hors zone euro) sont converties en euros, au taux de clôture.